

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
ENTRETIEN DES ESPACES VERTS
RUE FIGOREAU
Le 4 Novembre 2025**

Le Maire de la commune de Vaux-sur-Seine,

Vu la loi n°82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article 2212-2 ;
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L.2122-1 et L.2125-1 ;
Vu le Code de la Voirie Routière, et notamment son article L.113-2 ;
Vu le Code Pénal, et notamment l'article R.610-5 ;
Vu l'arrêté permanent général réglementant la circulation et le stationnement de la Commune de Vaux-sur-Seine, portant le numéro 28/2023, en date du 23 février 2023 ;

Considérant que pour permettre le bon déroulement de ces travaux d'entretien des espaces verts, et assurer dans le même temps la sécurité des usagers, il y a lieu de réglementer temporairement l'usage et l'occupation du domaine public, ainsi que les règles de stationnement, selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 :

L'entretien des espaces verts de la ville de la rue Pigoreau sera effectué le mercredi 4 novembre 2025. Les horaires d'intervention seront les suivants : 13h00/17h00. Le stationnement sera interdit à partir de 10h00 le matin sur tous les emplacements matérialisés, et ce, jusqu'à la fin de l'intervention.

Article 2 :

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver la sécurité et le passage des usagers sur les parkings concernés, et notamment celle des piétons.
Une signalisation sera mise en place à cet effet.

Article 3 :

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de VAUX-SUR-SEINE
- Monsieur le Responsable des Services Techniques de la ville de VAUX-SUR-SEINE
- Madame la Responsable du service de Police Municipale de la ville de VAUX-SUR-SEINE

Chacun est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

Article 5 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, après transmission auprès des services de l'Etat, à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication.

Fait à VAUX-SUR-SEINE, le 29 octobre 2025

**Monsieur le Maire,
Jean-Claude BREARD**

